

Caroline Guibet Lafaye

Introduction.

Lorsque l'on interroge la théorie « libérale », il apparaît qu'elle fait une place à une dimension de solidarité et conçoit qu'une société est juste, lorsqu'elle ne traite pas seulement ses membres avec un *égal respect*, mais aussi avec une *égale sollicitude*¹. *Le souci de donner à chaque partie ce qui lui revient* – en un sens prédéfini – donne son contenu à cette notion d'égale sollicitude, à l'égard de tous les membres de la société, s'enracinant notamment dans la conception de la justice comme impartialité. Ainsi caractérisées² les conceptions solidaristes de la justice ou de l'égale sollicitude visent à défendre une stricte égalité ou une maximisation agrégée plutôt que le maximin³. Elles peuvent privilégier les résultats plutôt que les chances, dans cette égale sollicitude pour les intérêts de chacun. Cette égale sollicitude se trouve définie, comme nous allons le voir, à partir d'une caractérisation spécifique du *distribuendum* – c'est-à-dire ce qui est à distribuer –, d'une part, et de principes distributifs spécifiques, d'autre part.

A- Les biens premiers.

Biens premiers et conception commune du bien des citoyens.

¹ R. Dworkin, *A Matter of Principle*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 1986. L'ouvrage est traduit en français sous le titre *Une question de principe*, Paris, PUF, 1996.

² En particulier chez Rawls (1971, 1993a), Dworkin (1981b, 1990), Sen (1985, 1992), Arneson (1989, 1990a) et même Cohen (1989b, 1990).

³ Le maximin – abréviation de *maximum minimorum* – est ce principe de justice exigeant que, dans une distribution quelconque, on considère en premier lieu la *situation la plus défavorable*.

Parmi les principes distributifs, le maximin – abréviation de *maximum minimorum* – est un principe de justice exigeant que, dans une distribution quelconque, on considère en premier lieu la *situation la plus défavorable* (c'est-à-dire celle de l'individu qui bénéficie le moins de la distribution), et que l'on juge préférables à toutes les autres les distributions qui rendent cette situation la meilleure possible¹. Dans le cadre d'un choix s'effectuant sous le voile d'ignorance, cette règle revient à privilégier les principes qui rendent aussi favorable que possible la situation de ceux qui connaissent le sort le moins enviable dans la société. Privilégier ces derniers consiste, en premier lieu par exemple, à leur assurer l'accès à des biens définis comme premiers. Les biens premiers sont constitués par : a) les droits et les libertés de base, dont on peut proposer une liste ; b) la liberté de circulation et la liberté dans le choix d'une occupation entre des possibilités variées ; c) les pouvoirs et les prérogatives afférant à certains emplois et à certaines positions de responsabilité, dans les institutions politiques et économiques de la structure de base ; d) les revenus et la richesse ; et enfin e) les bases sociales du respect de soi². L'idée du bien comme rationalité, associée à une conception politique des citoyens comme libres et égaux, fournit un cadre permettant d'analyser les biens premiers et de déterminer ce dont les *citoyens* ont besoin, quand on les considère comme des personnes libres et égales et comme des membres à part entière de la coopération sociale. Ainsi il est donc possible, à partir d'une conception politique des personnes³ et de l'idée du

¹ Le critère du maximin s'intéresse exclusivement au sort de l'individu le plus défavorisé et néglige entièrement ce qui se passe pour d'autres groupes d'individus. Une version plus élaborée de ce critère est le « leximin », qui considère en priorité le plus défavorisé, puis en seconde priorité le plus défavorisé parmi les autres, et ainsi de suite. Or on considère, de façon générale en économie du bien-être, que le critère du leximin est l'expression la plus poussée de l'égalitarisme.

² Cette liste inclut essentiellement des *traits institutionnels*, comme les droits et les libertés fondamentaux, les possibilités créées par les institutions et les prérogatives liées à l'emploi et aux positions, ainsi que le revenu et la richesse. Ainsi les bases sociales du respect de soi y sont expliquées, en rapport avec la structure et le contenu d'institutions justes. Rawls suggère que cette liste peut être augmentée d'autres biens, tels que le temps libre ou certains états psychologiques comme l'absence de douleur. Sur la question du temps libre, voir R. A. Musgrave dans « Maximin, Uncertainty and the Leisure Trade-off », *Quarterly Journal of Economics*, 88 (nov. 1974). L'exposé des biens premiers ici fait par Rawls s'inspire de l'article « Social Unity and Primary Good », publié dans A. Sen et B. Williams (éd.), *Utilitarianism and Beyond*, 1982, Cambridge, Cambridge University Press, p. 159-186. Toutefois et pour tenir compte des critiques d'A. Sen, dont les ambitions sont plus larges, Rawls a opéré des modifications au regard de ce texte et de l'article, « The Priority of Right and Ideas of the Good », paru dans *Philosophy and Public Affairs*, 17, été 1988 [trad. franç. dans *Justice et démocratie*] (voir *Libéralisme politique*, p. 225, note 3).

³ Jointe à une analyse de leurs facultés morales et de leurs intérêts d'ordre plus élevé (voir la discussion dans le *Libéralisme politique*, leçon I, § 1, 2 et 8).

bien comme rationalité, de *préciser* les besoins, les demandes et les *revendications* des citoyens¹.

Alors que dans la *Théorie de la justice*, Rawls caractérise les biens premiers comme « *tout ce qu'on suppose qu'un être rationnel désirera*, quels que soient ses autres désirs »², il les définit dans ses textes plus récents comme les biens nécessaires à l'exercice et au développement des deux pouvoirs spécifiques de la personnalité morale que sont la capacité d'avoir un *sens de la justice* et celle d'*adopter une conception du bien*, de la modifier et d'en poursuivre rationnellement la réalisation³. Cette nouvelle définition – plus complexe des biens premiers – est congruente avec le choix particulier des libertés fondamentales affirmées par le premier principe, et avec la place particulière faite, au sein du second principe, à *l'égalité des chances*⁴ (requis notamment pour garantir la « juste valeur des libertés politiques égales ») aussi bien, au plan des implications institutionnelles, qu'avec le privilège accordé à la « démocratie de propriétaires »⁵.

¹ C'est-à-dire ce qui peut être formulés comme des revendications en faveur de davantage de justice. Remarquons en outre que la *pluralité* même des *biens premiers* engendre évidemment une difficulté – dont Rawls est bien conscient – quant à l'identification univoque des plus défavorisés et de ce qui constitue une amélioration de leur sort.

² J. Rawls, *Théorie de la justice*, p. 93 et p. 122.

³ Voir, par exemple, J. Rawls (1982, « Social Unity and Primary Goods », section 111 et 1987, section 4b), mais surtout la préface à l'édition française de la *Théorie de la justice* : « Les biens premiers sont à présent définis par les besoins des personnes en raison de leur statut de citoyens libres et égaux, et en tant que membres normaux et à part entière de la société durant toute leur vie. Les comparaisons interpersonnelles que la justice politique peut être amenée à faire doivent l'être en termes d'indice des biens premiers pour les citoyens, et ces biens sont considérés comme des réponses à leurs besoins en tant que citoyens et non plus à leurs simples préférences et désirs » (*Théorie de la justice*, p. 11).

⁴ 1. Principe d'égalité liberté : le fonctionnement des institutions doit être tel que toute personne a un droit égal à l'ensemble le plus étendu de libertés fondamentales égales qui soit compatible avec un ensemble semblable de libertés pour tous.

2. Les éventuelles inégalités sociales et économiques engendrées dans le cadre de ces institutions doivent satisfaire deux conditions :

a. *Principe de différence* : elles doivent être au plus grand bénéfice des membres les moins avantagés de la société.

b. *Principe d'égalité équitable des chances* : elles doivent être attachées à des fonctions et positions auxquelles tous ont le même accès, à talents donnés.

Clause de priorité lexicographique : le principe d'égalité liberté (1) est strictement prioritaire par rapport au principe d'égalité équitable des chances (2b), lui-même strictement prioritaire par rapport au principe de différence (2a).

⁵ Ceci permet à Philippe van Parijs de dire, infléchissant par là la position de Rawls vers le réal-libertarisme, que la théorie de la justice prend alors la forme d'un principe requérant la même liberté formelle pour tous (la pleine propriété de chacun par soi-même) et d'un principe requérant la liberté réelle la plus grande possible pour tous (la maximisation de la valeur minimale de l'indice des autres biens premiers – biens premiers naturels, chances, revenu, richesse, pouvoir, bases sociales du respect de soi). Toutefois, dans cette perspective, il n'est pas certain que le premier principe doive avoir, sur le second, une priorité absolue.

Ainsi on suppose que, dans la position originelle, d'une part, les individus reconnaissent la conception du bien, selon laquelle il est rationnel de désirer les biens dits premiers, quels que soient nos autres désirs, puisqu'ils sont généralement nécessaires pour réaliser un projet rationnel de vie et, d'autre part, que les partenaires *prennent pour acquis* le *désir d'avoir plus de liberté*, plus de possibilités et plus de moyens, pour réaliser leurs fins. Ces biens sont en effet ce dont les individus ont besoin, en général, en une part plus grande, afin d'*atteindre leurs objectifs* et sont ainsi susceptibles de figurer au titre de condition indispensable dans la constitution d'un *projet rationnel de vie*¹.

Dans le cadre d'une société politique bien ordonnée, des *revendications* relatives à des questions de justice sont formulées. Une interprétation publique de la justice est donnée, de telle sorte que les citoyens peuvent parvenir à un *accord*, sur la manière d'évaluer leurs revendications et sur la détermination de leur importance relative. Or le fondement de cette interprétation consiste en une conception des besoins des citoyens, des besoins des personnes *en tant que citoyens* c'est-à-dire de ce qui est *avantageux pour tous*. Dans ce cadre, il est possible de parvenir à une interprétation politique de ce qui doit être considéré comme des *revendications justifiées*, en se fondant sur une conception commune et appropriée du bien des citoyens, en l'occurrence orientée vers l'idée de *l'avantage rationnel*. Ainsi la conception des biens premiers répond à cette quête d'une conception commune du bien des citoyens.

En effet et alors même que les citoyens ne s'accordent pas sur une unique conception compréhensive du bien, ils peuvent partager une *même idée de l'avantage rationnel*, dès lors, (1) premièrement, qu'ils défendent une conception identique d'eux-mêmes comme personnes libres et égales, et, (2) deuxièmement, que leurs conceptions compréhensives et acceptables du bien ont *besoin*, pour se développer, des *mêmes biens premiers*, c'est-à-dire des mêmes libertés, possibilités et droits fondamentaux, des mêmes moyens, tels que le revenu et la richesse. Cette thèse revient à dire que *tous les citoyens ont un projet rationnel de vie* et que ce dernier exige, pour sa réalisation, le même genre de biens premiers dans à peu près tous les cas². Les biens premiers constituent alors une base publique, pour les comparaisons

¹ De la sorte, la détermination de biens dits premiers dessine une intégration nécessaire de cette théorie de la justice dans toute conception individuelle de la vie bonne, au sens d'un projet rationnel de vie.

² La thèse de Rawls s'appuie, comme il le souligne lui-même, sur des faits psychologiques du sens commun concernant les besoins humains et leurs phases de développement notamment. Voir aussi *Théorie de la justice*, chap. 7, p. 473 sq., p. 486-487).

interpersonnelles et les principes de justice qui leur sont corrélatifs consistent à assurer à chacun une part équitable – qui reste à déterminer – de ces biens premiers¹.

La société, c'est-à-dire l'ensemble des citoyens, relativement à cette interprétation des biens premiers, liée à une conception politique, accepte donc la responsabilité de protéger l'égalité des libertés de base et l'égalité équitable des chances et de fournir une part équitable des biens premiers à tous, conformément à ce que Rawls nomme « une division sociale des responsabilités »². Réciproquement les citoyens, en tant qu'individus, et les associations acceptent de réviser et d'ajuster leurs fins et leurs aspirations, en fonction des moyens qu'ils peuvent espérer, étant donné leur situation présente et prévisible³. Chacun s'attend alors à ce qu'autrui adapte sa conception du bien à la part équitable de biens premiers qu'il peut espérer recevoir⁴. Les *demandes* ne peuvent alors être *que strictement relatives* aux biens premiers et ne peuvent se formuler que dans les termes spécifiés par les principes de justice⁵.

B- Egalité des chances.

¹ K. Arrow et A. Sen ont souligné qu'il existe des variations importantes entre les personnes, quant à leurs capacités – morales, intellectuelles et physiques –, quant à leurs conceptions précises du bien, ainsi que concernant leurs préférences et leurs goûts. Ces variations sont souvent si importantes, qu'il semble n'être pas équitable de fournir à chacun le même indice de biens premiers, pour satisfaire leurs besoins en tant que citoyens. Il serait donc injuste d'avoir le même indice pour tous. A l'encontre de ces arguments, Rawls soutient que les citoyens n'ont certes pas des capacités égales mais possèdent en fait, au moins à un degré minimal, les capacités morales, intellectuelles et physiques, leur permettant d'être des membres pleinement coopérants de la société, pendant toute leur vie. Rawls s'accorde néanmoins avec A. Sen pour dire que l'utilisation des biens premiers doit toujours être évaluée à la lumière d'hypothèses concernant les capacités fondamentales (voir Rawls, *Libéralisme politique*, II, § 5.2 et 5.3). Chacun ayant les capacités nécessaires pour être un membre normal et coopérant de la société, lorsque les principes de justice et leur indice de biens premiers sont satisfaits, « aucune de ces variations entre les citoyens n'est injuste et ne donne lieu à des injustices » (J. Rawls, *Libéralisme politique*, p. 227).

² J. Rawls, *Libéralisme politique*, p. 233. Cette division des responsabilités repose sur la capacité des personnes à assumer la responsabilité de leurs fins et à modérer, en conséquence, ce qu'ils peuvent demander de leurs institutions sociales.

³ Les citoyens sont donc conduits à réviser leurs fins et leurs attentes, afin que leurs projets de vie soient compatibles avec les principes publics de justice.

⁴ Cette part restant à déterminer.

⁵ Le principe de différence n'accepte que les inégalités qui bénéficient aux plus défavorisés, mais il ne peut s'appliquer *que* dans le cadre des schémas d'interaction et de motivation capables de déterminer quelles inégalités satisfont à cette condition. Ainsi des aspirations passionnées, pour certains buts, ne donnent pas des droits sur les ressources de la société ni le droit de remodeler les institutions publiques, pour atteindre ces objectifs. Ni les désirs ni les envies, si intenses soient-ils, ne sont des raisons valables, concernant les questions constitutionnelles essentielles et les questions de justice fondamentale.

Les biens sociaux premiers, tels qu'ils apparaissent dans la *Théorie de la justice* et la théorie de la justice comme équité, sont définis en excluant les libertés et les chances. Celles-ci sont toutefois envisagées, par Rawls, dans le cadre et à partir du principe d'égalité des chances. De façon générale, l'approche de l'égalité des chances est la plus récente des voies proposées dans le débat sur la question de l'égalité, s'attachant à la question : « égalité de quoi ? ». L'égalisation des ressources, en particulier, est une préoccupation des théories libérales solidaristes, lorsqu'elles s'intéressent à l'égle répartition du *distribuendum*, en l'occurrence aux *ressources personnelles et impersonnelles*. Ainsi il s'agit soit d'égaliser les ressources disponibles pour les agents, soit d'égaliser leur bien-être ou leurs « utilités », leurs chances ou les résultats auxquels ils parviennent. Les *chances* désignent, en effet dans certains cas, tout ce qu'un individu reçoit en matière de ressources matérielles ou bien, comme dans le cas du principe rawlsien d'égalité équitable des chances, l'accès à la formation et à l'emploi (avec des talents donnés). Ces chances peuvent également consister en un ensemble de « ressources » personnelles et impersonnelles, dont chaque individu est le bénéficiaire (Dworkin), ou encore dans l'ensemble de ses « capacités », au sens le plus large (Sen), de ses « chances de bien-être » (Arneson), de son « accès à l'avantage » (Cohen) ou de sa « liberté réelle » (Van Parijs). Ce principe d'égalité des chances d'accès aux positions sociales est en effet constitutif de la liberté réelle de chacun. Or par cette correction des inégalités sociales, on peut espérer atteindre et établir *l'égalité dans la distribution*.

Le concept d'égalité des chances a toutefois évolué, puisqu'il ne comprend aujourd'hui plus seulement la suppression des obstacles externes opposés à cette égalité, mais encore un *soutien positif*, censé donner aux personnes des chances égales, au début de leur existence. Ainsi et dans la prise en compte de la distribution des niveaux de vie, Ronald Dworkin, instituant la distinction entre *égalité des chances* (ou des *ressources*) et *égalité des résultats* (ou du *bien-être*)¹, promeut la première au détriment de celle-ci. Dworkin suggère que tout en

¹ Dans deux articles de 1981, « What is Equality ? Part 1 : Equality of Welfare ; Part 2 : Equality of Resources », *Philosophy and Public Affairs*, 10, 185-246 et « What is Equality ? Part 2 : Equality of Resources », *Philosophy and Public Affairs*, 10, 283-345. Toutefois Dworkin traite de l'« égalité des ressources », qu'il distingue précisément de l'« égalité des chances », telle qu'elle est habituellement entendue dans ce qu'il nomme la *starting gate theory*. Pour celle-ci, il ne faut égaliser que les ressources externes, alors que pour Dworkin il faut aussi égaliser les ressources internes, c'est-à-dire les talents. [« The starting-gate theory of fairness is very far from equality of resources. Indeed it is hardly a coherent political theory at all. The starting-gate theory holds that justice requires equal initial resources. But it also holds that justice requires laissez-faire thereafter, in accordance, presumably, with some version of the Lockean theory that people acquire

réalisant une distribution égale (ou en tout cas équitable) « au départ », on doit laisser aux *choix individuels* – et au hasard – la liberté de façonner la distribution des niveaux de vie, sans avoir à se conformer à aucune structure préétablie. Il s'agit donc simplement d'*égaliser des dotations initiales*¹. L'égalisation se justifie alors indépendamment de la distribution finale, à laquelle elle conduit, de telle sorte qu'il est secondaire que la distribution finale soit inégale, qu'elle soit entachée d'envie ou qu'elle ne maximise pas le niveau de vie des plus défavorisés. L'essentiel est *l'égalité (ou l'équité) de départ*, le reste est affaire de liberté. Or cette approche est illustrée, de la façon la plus caractéristique, comme nous le verrons, par la théorie dworkinienne de la justice.

[Néanmoins l'égalité des chances, comme le souligne H. Varian, comporte une difficulté lorsque l'on veut atteindre une allocation équitable en ce sens, car il est nécessaire de *prohiber le don*, pour deux raisons. En premier lieu, les dons peuvent être assimilés aux legs, et perturbent, de ce fait, toute distribution égale des dotations « initiales ». Ils doivent également être prohibés – au même titre que toute déviation par rapport à la concurrence parfaite –, car ils ne permettent pas d'assurer la réalisation d'une distribution qui soit équitable au sens de *wealth-fair*, c'est-à-dire au sens de l'« équité quant à la richesse »².]

C- Egalité et égalisation des ressources.

De façon générale, lorsqu'il s'agit de concevoir une égalisation des ressources, la première et principale difficulté consiste à déterminer ce qu'une éthique égalitariste de la ressource suppose. L'égalisation des ressources, dans une population dont les ressources sont *attachées aux individus* – comme le sont les talents – et ne peuvent, par conséquent, pas être transférées, ne peut pas simplement signifier – en raison de cette *inaliénabilité physique* – une égale

property by mixing their labor with goods or something of that sort. But these two principles cannot live comfortably together » (*Sovereign Virtue*, p. 87).]

¹ Qu'il s'agisse de l'égalité des chances ou de l'égalité des résultats, on vise à égaliser des « dotations », en laissant à l'ambition le loisir d'affecter la distribution finale des revenus. On trouvera chez Jencks (1972, chap. I) et Friedman (1980, chap. 5) des discussions classiques et très accessibles (respectivement « de gauche » et « de droite ») de l'idéal d'égalité des chances au sens restreint. Voir aussi Bowie (éd.) (1988) et Paul et al. (éd.) (1988) pour des contributions récentes.

² H. Varian (1975), « Distributive Justice, Welfare Economics and the Theory of Fairness », *Philosophy and Economic Theory* (F. Hahn et M. Hollis éd.), Oxford, Oxford University Press, 1979, p. 152.

division physique des ressources dans la population¹. Définir une égalité des ressources consiste alors, selon le point de vue de Roemer, à déterminer un mécanisme, à partir d'environnements économiques donnés², vers un espace de distributions faisables sur ces environnements, permettant de distribuer des ressources *transférables*, de telle sorte qu'elles compensent de façon adéquate les personnes, au regard de ces paniers de dotations non transférables³. Comment alors déterminer qu'une compensation est « appropriée » ? Le mécanisme distributif doit *satisfaire plusieurs axiomes*, qui sont des conditions nécessaires pour une « égalisation des ressources », dans la population. Une perspective radicalement égalitariste, prise sur la distribution des ressources, motive une compensation pour les dotations différentes, en ressources non transférables attachées à la personne, dans la mesure où ces dotations sont moralement arbitraires.

En revanche, la question d'une égalisation des ressources est abordée par Dworkin, à partir de la prise en compte des *différences d'aspiration* de chacun et de l'« indépendance », relative aux dotations initiales, qui motive le principe de différence de Rawls, notamment. Dworkin estime que l'idéal d'égalisation des ressources est mis en œuvre efficacement à partir du recours à un système d'enchères, à un mécanisme assurantiel, au marché et à la fiscalité. L'égalitarisme de Dworkin permet d'envisager des conditions où chacun reconnaîtra et acceptera le caractère équitable d'une compensation, déterminée par un choix effectué dans des conditions hypothétiques d'égalité. Si les choix sont *volontaires*, on peut considérer, comme le fait Dworkin, que la base sur laquelle repose l'égalité des ressources et des options primera, d'un point de vue moral, sur les inégalités résultant de ces choix.

Admettons, avec Dworkin, que tous les individus sont dotés des mêmes aptitudes naturelles et que toutes les ressources de la société sont mises à disposition, dans une grande vente aux enchères à laquelle chacun participe. Tout le monde commence avec le même pouvoir d'achat : cent coquillages. Les individus utilisent leurs coquillages pour acquérir les

¹ Un mécanisme d'allocation ne peut être dit réaliser une égalisation des ressources que si et seulement si cette égalisation satisfait certains axiomes, chaque axiome devant être motivé par un souci égalitariste de la ressource. Les axiomes ont alors simplement la fonction de conditions nécessaires permettant de dire qu'un mécanisme est un mécanisme d'égalisation des ressources. L'approche suivie par Roemer est donc minimaliste (« Equality of Resources Implies Equality of Welfare », p. 765). De la sorte, la question philosophique de l'égalisation des ressources se réduit à un examen plus déterminé du modèle proposé et de ses axiomes.

² Puisqu'un mécanisme d'allocation est toujours défini sur un espace économique donné.

³ J. E. Roemer, « Equality of Resources Implies Equality of Welfare », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 101, n° 4 (Nov., 1986), p. 751-752. [D'un point de vue méthodologique, le théorème, établi par Roemer, consiste en une généralisation de la théorie de la négociation, puisque le mécanisme est défini sur un espace de ressource (*commodity space*).]

ressources qui leur semblent le mieux correspondre à leurs projets de vie. Si cette vente se déroule comme il se doit, chacun sera satisfait du résultat, au sens où personne ne *préférerait* le panier de biens de quelqu'un d'autre au sien. [En cas d'insatisfaction, on peut répondre que la personne insatisfaite aurait pu lancer une offre pour obtenir ces autres biens plutôt que ceux qu'elle a effectivement acquis.] Chacun, au terme de l'enchère, se retrouvera dans la même situation, en ce sens que chacun préférera son propre panier de biens à celui de tous les autres. [Autrement dit, si les résultats de l'enchère satisfont au « *test de l'envie* », on peut estimer que les individus sont traités avec une égale considération, étant donné que les différences qui existent entre eux reflètent seulement leurs différences d'aspiration, leurs diverses convictions sur ce qui donne un sens à l'existence.] [Une bonne vente aux enchères ne suscite aucune envie rétrospective puisque chacun y paie le coût de ses propres préférences¹.]²

Toutefois l'hypothèse de *dotations internes identiques* des individus, à partir de laquelle est bâti le schéma proposé par Dworkin est fondamentalement insatisfaisante car, dans ces conditions, les *handicaps naturels* ne sont pas pris pas compte³. Un financement additionnel peut certes compenser certains désavantages naturels – certaines personnes handicapées physiques peuvent bénéficier de la même mobilité que les personnes valides, dès lors qu'elles accèdent à la meilleure technologie disponible (qui peut, néanmoins, être coûteuse). Pourtant

¹ R. Dworkin, *Sovereign Virtue*, p. 67.

² A travers l'idée du test de l'envie, s'exprime la conception libérale égalitaire de la justice. S'il pouvait être appliqué de façon parfaitement adéquate, les trois principaux objectifs de la théorie de Rawls seraient accomplis : le respect de l'égalité morale des individus, la compensation des désavantages moralement arbitraires et la responsabilité à l'égard de nos choix. Un tel mécanisme redistributif pourrait être considéré comme étant juste, alors même qu'il permet des inégalités de revenu. Bien que l'horticultrice et le joueur de tennis n'aient pas le même revenu, ils ne sont victimes d'aucune inégalité de respect et de considération, car chacun d'entre eux mène l'existence qu'il a choisie, et chacun peut faire une offre pour acquérir le panier de biens sociaux qui correspond le mieux à ses convictions sur le sens de l'existence. Personne ne peut prétendre être traité avec moins de considération qu'un autre, concernant la distribution des ressources, parce qu'une personne qui préfère acquérir le panier de biens d'une autre personne aurait pu faire une offre à cette fin. Aucune revendication légitime à l'encontre de qui que ce soit ne peut être formulée. Par là Dworkin semble être parvenu à dégager un critère et un principe de justice susceptibles d'entrer dans la plus large diversité de conceptions de la vie bonne. Toutefois la typologie proposée par Dworkin est insatisfaisante. Il tend en effet à tout concevoir soit en termes d'aspirations (perçues comme coextensives aux choix qui expriment notre personnalité), soit en termes de ressources (considérées comme des circonstances involontaires). Or certains attributs personnels ou certaines dispositions psychologiques (comme la mauvaise humeur congénitale) se prêtent difficilement à cette catégorisation, alors même qu'elle affecte la valeur que les individus peuvent tirer de leurs ressources. Pour une critique des catégories de Dworkin, voir Cohen 1989, p. 916-934 ; Arneson, 1989 ; Roemer, 1985.

³ L'égalité du revenu, en particulier, exige l'identité de la distribution des capacités et des attributs requis et disponibles. Elle n'exige pas nécessairement une égalité des talents de toutes les personnes, comme on le suggère parfois, quand on dit que l'inégalité des revenus est due à l'inégalité des qualités des individus (Jan Tinbergen, « Welfare Economics and Income Distribution », in *The American Economic Review*, vol. 47, n° 2, Papers and Proceedings of the Sixty-eighth Annual Meeting of the American Economic Association (May, 1957), p. 490-503).

cet objectif est impossible à atteindre dans d'autres cas, car aucune quantité de biens sociaux ne pourra compenser certains handicaps naturels. Davantage d'argent permettra à une personne handicapée d'acheter de nouvelles prothèses ou de prolonger sa vie mais elle ne se trouvera jamais dans une *situation d'égalité* avec les autres individus. Aucune compensation monétaire ne permettra à une personne gravement handicapée de mener une vie aussi satisfaisante que celle de personne sans handicap. Une *égalisation totale des circonstances* est donc *impossible*. On peut néanmoins envisager une *égalisation maximum des ressources* et déterminer si cette solution est, ou non, éthiquement acceptable.

L'un des objectifs de l'égalisation des circonstances est précisément de permettre à chaque individu d'agir en fonction de son propre projet de vie. Si, en essayant d'égaliser, avant toute enchère, les circonstances de départ (les ressources), en l'occurrence les dotations internes des individus, dans le but d'améliorer *prioritairement* la situation des personnes gravement handicapées, chacun est empêché de parvenir à ses fins, la solution est insatisfaisante. S'il n'est pas possible de réaliser une complète égalisation des circonstances – et s'il semble même qu'il est préférable de ne pas essayer systématiquement de le faire – on peut, comme Rawls, *refuser de compenser les handicaps naturels*. Le dilemme est le suivant : soit l'on abandonne l'idée de compenser les *effets* des handicaps naturels et les personnes défavorisées par la nature, soit on vise à fournir la couverture la plus extensive aux personnes handicapées mais on est conduit, symétriquement, à l'« esclavage des plus aptes ». Si l'on inclut les handicaps naturels, dans la liste des critères qui permettent de déterminer quelles sont les personnes les plus défavorisées, la différence paraît insoluble. D'un autre côté, nous souhaitons ne pas ignorer ces handicaps, mais nous ne pouvons pas non plus les compenser *intégralement*. Y a-t-il alors une autre solution possible que le recours aléatoire à des actes de compassion spécifiques ?¹ ²Sommes-nous condamnés à abandonner la perspective d'une *égalisation intégrale des circonstances*, que Dworkin juge impossible³. Nous sommes donc

¹ Le modèle proposé par Dworkin présente donc plusieurs limites. A l'encontre de ce modèle, on peut, en premier lieu, envisager une position moyenne entre l'ignorance pure et la compensation intégrale, qui soit plus satisfaisante que le mécanisme assurantiel de Dworkin. A. Sen suggère de considérer l'« égalité des capacités ». Rawls semble également adhérer à cette « égalité des capacités » dans le cas des handicapés (voir J. Rawls, 1982b, p. 168 ; Sen, 1980, p. 218-219). Il s'agit alors de réaliser un type d'égalisation, incluant les personnes victimes de handicaps naturels, mais se limitant à l'égalisation des « capacités fondamentales ».

² *Objections au modèle dworkinien de l'égalisation des ressources.*

³ Toutefois il est difficile de savoir dans quelle mesure cette conception est réalisable, ou dans quelle mesure les résultats de son application diffèrent de ceux du mécanisme assurantiel de Dworkin. Voir Cohen, 1989, p. 942 ; Sen, 1985, p. 143-144 ; 1990, p. 115, note 12.

conduits à déterminer, dans la mesure où nous ne pouvons pas égaliser intégralement les circonstances du monde réel, comment compenser l'arbitraire de la distribution des circonstances naturelles et sociales. Bien que Dworkin admette que le mécanisme qu'il propose ne compense pas intégralement les inégalités non méritées, il soutient qu'il représente ce que nous pouvons faire de mieux pour être fidèles à nos convictions en matière de justice. Ainsi Dworkin défend l'idée que sa théorie du mécanisme assurantiel est la plus équitable, bien qu'elle ne soit pas la meilleure des solutions possibles, parce qu'elle est le *résultat d'une procédure de décision équitable*¹.

Egalité des ressources, égalité du bien-être.

²Or J. Roemer souligne, dans « Equality of Resources Implies Equality of Welfare »³, qu'en fonction de la conception générale que l'on adopte de la ressource, l'égalisation des ressources et l'égalisation du bien-être sont indistinctes. Une perspective radicalement égalitariste, prise sur la distribution des ressources, motive une compensation pour les dotations différentes, en ressources *non transférables* attachées à la personne, dans la mesure où ces dotations sont moralement arbitraires. Or le seul mécanisme qui satisfasse ces axiomes sur un large domaine de l'économie, d'après la démonstration de Roemer, est celui qui distribue les biens, de telle sorte qu'il *égalise les utilités des agents*⁴. Dès lors, il existe un unique mécanisme d'allocation satisfaisant certaines conditions minimales que l'égalitarisme de la ressource requiert. Ce mécanisme égalise le bien-être des agents. Il n'y a, par conséquent, pas de distinction substantielle entre l'égalité des ressources et l'égalité du bien-

¹ Cette procédure traite en effet tous les individus de façon équitable et exclut les sources les plus manifestes d'inégalité, de telle sorte que personne ne se retrouvera dans une position privilégiée au moment de souscrire l'assurance. On peut espérer que chacun reconnaîtra et acceptera le caractère équitable d'une compensation déterminée par un choix effectué dans ces conditions hypothétiques d'égalité. Le souci de manifester une égale considération aux personnes favorisées et aux personnes défavorisées ne peut pas se traduire par une redistribution maximale au profit des plus défavorisées, *même si ces dernières doivent envier les individus mieux dotés par la nature.*

² *Égaliser les ressources suppose d'égaliser le bien-être des agents.*

³ J. E. Roemer, « Equality of Resources Implies Equality of Welfare », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 101, n° 4 (Nov., 1986), p. 751-784.

⁴ « The conclusion is that only one allocation mechanism passes the various tests required for implementing equality-of-resources, the mechanism that equalizes the welfares of the agents » (J. E. Roemer, « Equality of Resources Implies Equality of Welfare », p. 766). *[Le principal théorème établi par Roemer est que si les ressources sont conçues en un sens large et acceptable, alors la position apparemment la plus libérale, consistant à souhaiter maintenir une sphère de responsabilité personnelle, implique la position la plus radicale.]*

être, quand les ressources sont comprises comme incluant des *attributs internes* des personnes¹. L'examen, mené par Roemer, des axiomes devant être satisfaits par n'importe quel mécanisme d'allocation égalitaire des ressources, dans un environnement économique, permet de prouver que « ces axiomes exigent *l'égalitarisme du bien-être* ». Or dans le cas de la comparabilité interpersonnelle, il n'existe aucun mécanisme de distribution égalisant les ressources². En d'autres termes, **si l'égalitarisme des ressources a un sens, les comparaisons interpersonnelles doivent être admises**³. En effet, lorsque Roemer supprime, dans la section VII de « Equality of Resources Implies Equality of Welfare », l'hypothèse de la comparabilité interpersonnelle d'utilité, il parvient à la conclusion que, dans de telles conditions, aucun mécanisme de distribution égalisant les ressources n'existe.

Conclusion.⁴

Bien que l'on prenne en compte, au titre de ressources extérieures, la santé familiale ou des attitudes familiales, ces éléments, qui singularisent effectivement les individus, constituent-ils des ressources différentes ? Les différences entre les personnes ne se réduisent-elles pas toujours à des différences entre les ressources, à des éléments sur lesquels les individus n'ont aucun contrôle ou à des éléments dont la distribution est moralement arbitraire ? De façon générale, la principale difficulté, rencontrée par les théories égalitaristes de la justice, est donc

¹ J. E. Roemer, « Equality of Resources Implies Equality of Welfare », p. 752.

² C'est un équivalent du théorème d'impossibilité d'Arrow dans le contexte présent.

³ A l'encontre d'un déni généralisé, Jan Tinbergen veut montrer que l'utilité peut être mesurée et que, par conséquent, des comparaisons interpersonnelles peuvent être faites (J. Tinbergen, « Welfare Economics and Income Distribution », in *The American Economic Review*, vol. 47, n° 2, p. 500). Il est vrai que les techniques dont nous disposons aujourd'hui ne sont guère performantes en la matière mais il existe néanmoins un consensus concernant certaines comparaisons : des personnes souffrant de famine, des personnes gravement malades ou blessées sont considérées par tous comme étant dans une situation pire que des personnes gaies, en bonne santé et actives. Les extrêmes peuvent être admis par presque tout le monde. En revanche, l'observation la plus exercée des parents, des médecins, des enseignants ou des psychiatres est requise pour opérer des subdivisions plus fines. Des tests, à la fois médicaux et psychologiques, sont susceptibles d'améliorer ce degré de précision. Dès lors, on peut choisir de suivre et d'appliquer le résultat de ces tentatives. Il est également vrai qu'une personne peut parfois être capable de comparer son niveau d'utilité et sa fonction d'utilité, à partir de deux états successifs vécus qu'elle connaît ou qu'elle a connus et de réaliser ainsi une comparaison interpersonnelle. Ces états peuvent être la maladie ou la santé, ou bien des états précédant et succédant une course d'entraînement, une opération chirurgicale ou un accident. Dès lors que nous connaissons les opérations qui influencent, dans une certaine mesure, le QI d'enfants, on peut envisager et croire, selon J. Tinbergen, que la science médicale sera susceptible d'avoir une influence sur les comparaisons interpersonnelles dans le futur.

⁴ - Que doit-on placer dans l'ensemble des ressources personnelles déterminantes ?

- Que doit-on attribuer à la responsabilité individuelle ? Qu'est-ce qui échappe à cette dernière ?

de trouver un test permettant de déterminer les aspects de la conduite d'une personne, devant être considérés comme une ressource déterminante, et d'identifier les aspects de ses préférences qui font partie de ses dotations initiales¹. Chaque individu a été, au cours de son existence, exposé à des ressources externes différentes, telles que la richesse familiale ou des attitudes familiales différentes. Peut-on dire que ces expériences, qui différencient les individus, peuvent compter comme des ressources différentes ? De ce point de vue, l'erreur de Dworkin, selon Roemer, consiste, d'un côté, à souscrire à une forme radicale d'égalitarisme des ressources et, d'un autre côté, à vouloir maintenir une division entre égalité des ressources et égalité du bien-être, qui n'est pas tenable. L'homogénéité de la distribution des ressources, à travers la pluralité des paramètres², autrement dit l'égalisation des ressources au sein d'une population, montre qu'un mécanisme d'allocation doit tenir compte de *toutes les ressources cachées*, jouant un rôle dans la détermination des *préférences* des personnes, qu'elles aient ou non été explicitement délimitées dans la spécification de l'environnement³.

Caroline Guibet Lafaye

¹ Dworkin, par exemple, souligne qu'une distribution du revenu doit être sensible aux ambitions mais non aux dotations. Par là, il signifie que l'ambition est l'attribut d'une personne à partir duquel elle mérite des bénéfices. L'ambition relève alors de ses préférences (*z*) plutôt que de ses ressources (*x*), pourtant si Marc est plus ambitieux que Mathieu, ce n'est pas parce qu'il a plus d'endorphines que Marc ou parce qu'il possède une forme différente de connexions synaptiques ou quelque autre dotation biologique.

² Résumée dans le principe CONRAD : Consistency of Resource Allocation Across Dimension (J. E. Roemer, « Equality of Resources Implies Equality of Welfare », p. 758).

³ Les agents sont alors tenus pour responsables de leurs préférences.

Bibliographie

- Arneson R. J. (éd.), (1989), « Symposium on Rawlsian Theory of Justice : Recent Developments », numéro spécial d'*Ethics*, 99 (4), p. 695-944.
- Arneson R. J., (1989), « Equality and Equal Opportunity for Welfare », *Philosophical Studies*, 56, 77-93.
- Arneson R. J., (1990), « Liberalism, Distributive Subjectivism, and Equal Opportunity for Welfare », *Philosophy and Public Affairs* 19.
- Bowie, N. E. (éd.), (1988), *Equal Opportunity*, Boulder et Londres, Westview Press.
- Brandt, R. B., *The Good and the Right*, Oxford, Clarendon Press, 1979.
- Cohen, G. A., (1989), « On the Currency of Equalitarian Justice », *Ethics*, 99, 906-944.
- Cohen, G. A. (1990), « Equality of What ? On Welfare, Resources and Capabilities », *Alternative to Welfarism* (M. De Vroey éd.), numéro spécial de *Recherches économiques de Louvain*, 56, 357-382.
- Dworkin, Ronald, (1981a), « What is Equality ? Part 1 : Equality of Welfare ; Part 2 : Equality of Resources », *Philosophy and Public Affairs*, 10, p. 185-246.
- Dworkin, Ronald, (1981b), « What is Equality ? Part 2 : Equality of Resources », *Philosophy and Public Affairs*, 10, p. 283-345.
- Dworkin, Ronald, (1990), « Foundations of Liberal Equality », *The Tanner Lectures on Human Values*, vol. XI (G.B. Peterson éd.), Salt Lake City, University of Utah Press, p. 1-119.
- Dworkin, Ronald, *A Matter of Principle*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 1985 ; trad. fr. *Une question de principe*, Paris, PUF, 1996.
- Dworkin, Ronald, *Sovereign Virtue. The Theory and Practice of Equality*, Harvard University Press, 2000.
- Friedman, D., (1973), *The Machinery of Freedom. Guide to Radical Capitalism*, La Rochelle (New York), Arlington House.
- Jencks, C., (1972), *Inequality*, Harmondsworth, Penguin Books, 1975.
- Kymlicka, Will, *Les théories de la justice*, Paris, La Découverte, 1999.
- Musgrave, R. A., « Maximin, Uncertainty and the Leisure Trade-off », *Quarterly Journal of Economics*, 88 (nov. 1974).
- Paul, E. F., F. D. Miller et J. Paul (éd.), *Equality of Opportunities*, Oxford, Blackwell, 1988.
- Rawls, John, (1982), « Social Unity and Primary Goods », in A. Sen et B. Williams (éd.), *Utilitarianism and Beyond*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 159-186.

- Rawls, John, (1982b), « The Basic Liberties and their Priority », *The Tanner Lectures on Human Values*, Salt Lake City, University of Utah Press, 1982, vol. III ; trad. fr. dans *Justice et démocratie*.
- Rawls, John, *Théorie de la justice*, 1971 ; trad. fr., Paris, Seuil, 1987.
- Rawls, John, « The Priority of Right and Ideas of the Good », *Philosophy and Public Affairs*, 17, 1988, p. 251-276, section V.
- Rawls, John, (1993a), *Political Liberalism*, New York, Columbia University Press, 1993 ; trad. fr., *Libéralisme politique*, Paris, PUF, 2001.
- Roemer, John E., 1985, « Equality of Talent », *Economics and Philosophy*, 1, p. 151-187.
- Roemer, John E., (1986), « Equality of Resources Implies Equality of Welfare », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 101, n° 4, Nov., p. 751-784.
- Scanlon, Thomas M., « Preference and Urgency », *Journal of Philosophy*, vol. 72 (1975), p. 668.
- Scanlon, Thomas M., « The Moral Basis of Interpersonal Comparisons », in *Interpersonnal Comparisons of Well-Being*, Jon Elster et J. Roemer (éd.), Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 22-30.
- Sidgwick, Henri, *The Methods of Ethics*, 7^{ème} éd., Londres, Macmillan, 1907 ; Indianapolis/Cambridge, Hackett Publishing Compagny, 1981.
- Sen, Amartya, (1980), « Equality of What ? », in A. Sen, *Choice, Welfare and Measurement*, Oxford, Blackwell, 1982, p. 353-369.
- Sen, Amartya, *Commodities and Capabilities*, Amsterdam, North-Holland, 1985.
- Sen, Amartya, « Justice Means Versus Freedoms », *Philosophy and Public Affairs*, 19, 1990, p. 111-121.
- Sen, Amartya, *Inequality Reexamined*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1992 ; trad. fr. *Repenser l'inégalité*, Paris, Seuil, 2000.
- Tinbergen, Jan, « Welfare Economics and Income Distribution », in *The American Economic Review*, vol. 47, n° 2, Papers and Proceedings of the Sixty-eighth Annual Meeting of the American Economic Association (May, 1957).
- Van Parijs (1990c), « The Second Marriage of Justice and Efficiency », *Journal of Social Policy*, 19, p. 1-25.
- Van Parijs P., *Qu'est-ce qu'une société juste ?*, Paris, Seuil, 1991.
- Van Parijs, P., (1991a) « Why Surfers Should be Fed. The Liberal Case for an Unconditional Basic Income », *Philosophy and Public Affairs*, 20, p. 101-131

Van Parijs P., *Real Freedom for All. What (if anything) Can Justify Capitalism?*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

Varian H., (1975), « Distributive Justice, Welfare Economics and the Theory of Fairness », *Philosophy and Economic Theory* (F. Hahn et M. Hollis éd.), Oxford, Oxford University Press, 1979.